

L'Idex Sorbonne-Paris-Cité, une mise en péril immédiate de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Les Idex pourquoi ?

La constitution des Idex (Initiative d'Excellence) n'est que la marche supérieure¹ dans le processus de refonte néolibérale de notre système d'enseignement², c'est-à-dire d'introduction de la concurrence et du modèle de l'entreprise comme norme.

Le processus de Bologne³ (1999), présenté comme un projet d'harmonisation des systèmes d'éducation et de recherche au niveau européen, est une pièce de la globalisation néolibérale, visant à étendre le champ du capitalisme à la vie sociale. Les verrous qui séparaient jusqu'à une période récente l'échange symbolique (de la culture, l'éducation, les connaissances, le savoir) du monde du marché ont sauté, à la faveur de transformations progressives et implacables, n'ayant jamais fait l'objet de débat public :

- la loi du marché est une loi fondamentale à laquelle nous devons nous adapter.
- l'université n'est plus le lieu de l'émancipation, mais doit répondre aux impératifs de rentabilité, de concurrence internationale des entreprises, parmi ses objectifs figurent maintenant l'employabilité, la flexibilité et la mobilité (Livre Blanc de la Commission Européenne 1991)
- l'éducation est maintenant un service rendu à l'économie, elle doit s'adapter aux transformations de la société et de l'économie (1995 « Toward the learning society », Table Ronde des Industriels Européens –ERT-)
- la déclaration de la Sorbonne (1998), introduit la notion « d'économie de la connaissance » : la connaissance, a priori le bien le plus anti-économique qui soit, est envisagée comme marchandise soumise à la loi du marché (la notion de « compétence » - qui fait plus aisément entendre les logiques d'efficacité et de rentabilité - fait son apparition aux côtés des bons vieux « savoirs » dans toutes les descriptions des missions des établissements éducatifs ; et l'unité de compte de la connaissance est créée dans le cadre de la loi LRU, avec les ECTS (*European Credits Transfer System*))
- l'éducation répondant à la logique marchande, elle peut être confiée au secteur privé : les partenariats public-privé, accentuant encore la soumission du bien public à la logique du marché, sont encouragés par toutes les instances de contrôle de l'enseignement et de la recherche (ANR, AERES)
- la loi LRU fournit les pouvoirs nécessaires au président d'université pour qu'il gère son entreprise de façon rentable, et instaure une logique managériale à tous les niveaux (sous-traitance des biatos d'abord, hausse des droits d'inscription, etc.)

Cette révolution culturelle, impensable il y a encore quelques dizaines d'années, tant elle va à l'encontre de la tradition humaniste de l'Université, s'est petit à petit imposée comme avenir indépassable, à la faveur du tournant néolibéral des années 80 et de l'envahissement de cette idéologie par tous les relais institutionnels (OCDE, Commission Européenne, Unesco, OMC) et médiatiques.

¹ après la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités –LRU-, la création des Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur –PRES-, et des Laboratoires d'Excellence –Labex-

² La même analyse peut être faite pour notre système de santé qui subit une évolution parallèle.

³ Pour une analyse du processus de Bologne comme pièce dans la globalisation néolibérale, écouter l'exposé de G. Azam : http://www.dailymotion.com/video/x8rxrj_du-processus-de-bologne-a-la-l-r-u_news

L'objectif affiché - et présenté comme rationnel – de cette logique néolibérale et dont l'Idex est un maillon crucial, est la constitution d'une université à deux vitesses avec la création de quelques « établissements d'excellence » concentrant tous les moyens et recrutant un petit nombre de privilégiés, une petite élite d'excellence⁴ destinée à être compétitive sur le plan mondial, au détriment de la masse de la population qui devrait se contenter d'un socle minimal commun de formation pour pouvoir tenir des fonctions subalternes.

Cette vision « post-moderne » de l'Enseignement est aux antipodes des missions que se fixaient jusqu'ici l'Université et l'Ecole⁵, et il nous appartient de mesurer l'impact de cette logique sur notre société à long terme pour décider si le jeu vaut la peine de s'y opposer.

Les Sciences Humaines et Sociales dans les Idex

S'il est un domaine qui semble particulièrement inadapté à l'application de la logique de la l'entreprise et de la concurrence, il s'agit bien des Sciences Humaines et Sociales. Domaine par excellence du savoir non rentable, des enseignements visant à construire l'esprit critique du citoyen, à lui fournir les moyens de se penser comme un être libre, capable de transcender l'ordre établi, domaine des formations aux antipodes de l'utilitarisme de rigueur dans le monde du Marché, il constitue l'os susceptible de bloquer cette mécanique bien huilée.

Les chantres du néolibéralisme l'ont compris depuis longtemps, d'où leurs efforts répétés pour intégrer ce champ de la connaissance à leur révolution⁶. Dans cette optique, la disparition récente du terme « Sciences Humaines et Sociales » au profit du consensuel « Humanités » camoufle mal la volonté de les réduire à quelques fondamentaux de culture générale, très éloignés de ce qui constitue leur essence profonde.

Les Idex sont une mise en péril directe de la recherche fondamentale, indépendante et dégagée de toute compétition. Ils signifient également une disparition à court terme des formations axées sur la transmission du savoir et de la culture, par définition non rentables. Les Sciences Humaines et Sociales ont tout à perdre dans ce type de cadre, c'est leur fondement même qui est menacé.

L'Inalco dans l'Idex Sorbonne-Paris-Cité

Dans ce contexte, l'entrée de l'Inalco dans l'Idex Sorbonne-Paris-Cité, préparé dans le secret, sans concertation des instances élues, apparaît comme une aberration à laquelle il faut par tous les moyens nous opposer.

Quel est notre rôle dans la Très Grande Université (120 000 étudiants) qui se prépare ? Apprendre le chinois, le japonais ou autre langue de pays économiquement fort aux

⁴ Cf. l'emploi récurrent de ce terme dans les appellations des diverses unités créées ces derniers temps et les discours de nos Ministres et Président actuels.

⁵ Cette révolution ne touche pas que l'Université, elle frappe de plein fouet le primaire et le secondaire également (voir Laval Christian, Pourquoi veulent-ils casser l'école, le Monde diplomatique, Sept 2011. Mermet Daniel, La lutte des classes II, Emission là-bas si j'y suis, France Inter 8/3/12.).

⁶ Ainsi, Laurence Parisot s'exprimait en ces termes le 22.11.11 à la semaine de l'Ecole de l'Entreprise : « Il ya beaucoup à gagner si on finit par faire comprendre que dans les filières littéraires, sociologiques, on apprenait un tout petit peu l'entreprise. Au MEDEF, on fera du coup aussi comprendre qu'il y a des jeunes filles et des jeunes hommes qui certes ont choisi a priori une carrière ou une approche peut-être un peu intellectuelle des choses, mais qui peuvent apporter beaucoup à l'économie et à l'entreprise »

ingénieurs et aux scientifiques d'élite que M. Descoing ambitionne de former⁷ ? Ce serait là le démantèlement de notre Institut, où les formations adaptables aux impératifs de la concurrence entreraient dans le périmètre d'Excellence, et où les autres seraient rejetées à l'extérieur, condamnées à une disparition proche⁸.

Nous ne pouvons pas être les spectateurs passifs de la négation pure et simple de la mission que l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales assume depuis plus de 200 ans. Cet établissement, héritier d'une histoire longue et complexe, où 93 langues sont enseignées en articulant étroitement connaissances linguistiques et maîtrise des contextes historiques sociaux et culturels des domaines étudiés, est un Institut unique au monde, à 1000 lieues d'une simple école de langues. Acteur essentiel de la diffusion de la connaissance et de la compréhension des langues, cultures et sociétés du monde l'INALCO est un atout précieux pour la qualité de nos ambassades à l'étranger. Grâce à l'excellence de ses préparations de futurs diplomates et d'attachés militaires d'ambassades il contribue hautement au rayonnement de notre pays à travers le monde.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas accepter la fonte programmée de l'Inalco dans cette énorme machine qu'est l'Idex Sorbonne Paris Cité et dont l'objectif affiché est de figurer en bonne place dans le classement de Shanghai. En tant que personnels de l'Inalco, responsables actuels de l'avenir de cet établissement historique, nous avons le devoir de préserver ce patrimoine culturel français et de nous opposer maintenant à la situation que l'on tente de nous imposer.

Hélène de Penanros
MCF de lituanien

⁷ Cf. la vidéo du lancement de l'Idex : <http://vimeo.com/37371380>

⁸ SOAS (School of Orient and African Studies), qui était l'homologue anglais de l'Inalco (moins les langues « orientales » d'Europe), a renoncé à 60% des langues enseignées après sa refonte dans la Très Grande Université de Londres.